

---

## Annexe La guerre civile libanaise en quelques dates (1975-1990)

---

Le dimanche 13 avril 1975, quatre chrétiens sont assassinés devant une église maronite dans le quartier d'Aïn el-Remaneh à Beyrouth. Le même jour, en représailles, un autobus conduisant des Palestiniens au camp de Tall el-Zaatar est mitraillé par des militants phalangistes. Des épisodes de violence se succèdent, avant l'embrasement général, opposant les forces chrétiennes du Front libanais — phalangistes, PNL et Tanzim — à l'OLP d'Arafat, alliée au Mouvement national libanais : chiites d'Amal, Mourabitoun sunnites, PSP druze et mouvements laïcs de gauche.

La violence atteint un paroxysme avec la « guerre des hôtels », dont l'enjeu était pour les deux belligérants le contrôle du centre de Beyrouth ; elle se conclut à l'avantage des Palestiniens. Soucieux de ne pas laisser le Liban à Arafat, Hafez el Assad vole au secours des chrétiens libanais. Plusieurs milliers de soldats syriens traversent la frontière et pénètrent dans la Bekaa. Un sommet arabe à Riyad, en octobre 1976, consacre la présence militaire syrienne au Liban et lui confie la mission de maintenir la paix dans le cadre de la Force arabe de dissuasion.

La visite de Sadate à Jérusalem en novembre 1977 modifie la donne : elle entraîne un rapprochement entre la Syrie et l'OLP et provoque, en mars 1978, l'invasion par Israël du Sud-Liban jusqu'au fleuve Litani. Cette agression conduit le Conseil de sécurité à voter la résolution 425, ordonnant le retrait israélien et instaurant la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), chargée de former une zone tampon entre les deux pays.

Parallèlement, Israël arme et entraîne les phalangistes du clan Gemayel. Cette alliance provoque une scission dans le camp maronite entre la famille Gemayel et la famille Frangié, restée fidèle à la Syrie. Ce conflit se solde en juin 1978 par l'assassinat de Tony Frangié et d'une trentaine de membres de son clan. Dans les trois mois qui suivent, les milices chrétiennes de Bachir Gemayel chassent les Syriens de Beyrouth-Est et des régions du Metn et du Kesrouan. Ces territoires, connus sous le nom de « réduit chrétien », subissent une homogénéisation communautaire : les musulmans en sont expulsés tandis que les chrétiens des autres régions viennent s'y réfugier.

Bachir Gemayel élimine en 1979 ses anciens alliés du Tanzim et du PNL, unifie les milices chrétiennes sous le nom de Forces libanaises et prend le contrôle du réduit chrétien, plaçant de fait une partie du territoire libanais sous son autorité. De son côté, la milice chiite Amal neutralise à Beyrouth la milice sunnite des Mourabitoun, les milices druzes du Parti socialiste progressiste et les partis laïcs de gauche. L'État libanais achève de se désintégrer.

En avril 1981, une tentative des Forces libanaises pour reprendre la ville chrétienne de Zahlé aux Syriens échoue et risque de dégénérer en confrontation armée entre Israël et la Syrie : deux hélicoptères syriens sont abattus par des avions de chasse israéliens. En riposte, la Syrie déploie dans la Bekaa des missiles sol-air d'origine soviétique. La médiation américaine réussit à contenir la crise. Ce n'est qu'un an plus tard, le 6 juin 1982, qu'Israël envahit le Liban avec pour objectif de démanteler le pouvoir d'Arafat à Beyrouth. En quatre jours, les troupes de Tsahal conduites par Ariel Sharon imposent un siège de deux mois à la capitale. Une force multinationale composée de soldats américains, français, britanniques et italiens est dépêchée sur place pour superviser l'évacuation d'Arafat et de ses combattants. Bachir Gemayel est élu président de la République, mais il est assassiné un mois plus tard, le 14 septembre. En représailles, les Forces libanaises investissent, avec la complaisance des troupes israéliennes, les camps palestiniens de Sabra et Chatila et y commettent des massacres qui bouleversent l'opinion mondiale.

Après le retrait israélien, la guerre éclate en septembre 1983 dans les régions d'Aley et du Chouf entre les Forces libanaises et les milices druzes de la famille Joumblatt, appuyées par la Syrie. Elle se solde par la défaite des chrétiens, contraignant quelque cent soixante-dix mille personnes à fuir leurs villages. La Force multinationale, perçue comme ayant soutenu les chrétiens contre l'interventionnisme syrien, est assimilée à une force « croisée ». Elle est victime, le 23 octobre 1983, de deux attentats-suicides à intervalle de deux minutes : l'un contre l'immeuble abritant les Marines américains, faisant deux cent quarante et une victimes, l'autre contre l'immeuble Drakkar, tuant cinquante-huit parachutistes français. La Force multinationale se retirera définitivement du Liban en mars 1984.

L'armée israélienne évacue Saïda en janvier 1985, ne conservant qu'une « zone de sécurité » au sud du Litani, confiée à l'Armée du Liban-Sud, commandée par un officier maronite.

Sous le mandat d'Amine Gemayel, qui a succédé à son frère à la présidence de la République, l'État perd son semblant d'autorité et le Liban se trouve divisé en quatre « mini-souverainetés » : la zone de sécurité, le réduit chrétien, la région du Chouf sous contrôle druze, et le reste du pays aux mains des Syriens.

Alors que les lignes de front se stabilisent, chaque canton tombe sous la coupe de milices qui imposent leur diktat à des populations exaspérées. Des guerres fratricides éclatent dans chaque camp. Dans les quartiers musulmans de Beyrouth, Amal chiite s'impose face aux milices druzes, avant de se confronter aux Palestiniens, puis aux chiites du Hezbollah. Du côté chrétien, une rupture survient entre le bureau politique du parti phalangiste et les combattants des Forces libanaises. Opposés à Amine Gemayel, deux dirigeants de l'organisation, Samir Geagea et Élie Hobeika, s'emparent du réduit chrétien en 1985. Tenté à son tour par un rapprochement avec la Syrie, Hobeika est écarté par Geagea en janvier 1986.

À la fin de son mandat en 1988, faute d'un successeur agréé, Amine Gemayel nomme le général Michel Aoun à la tête d'un gouvernement militaire et lui transfère ses pouvoirs. Les musulmans et la Syrie ne reconnaissant que le gouvernement sortant, le Liban se retrouve avec deux Premiers ministres : le maronite Michel Aoun et le sunnite Sélim el-Hoss. Le général Aoun lance en mars 1989 la « guerre de libération » contre les troupes d'occupation syriennes.

Censé mettre fin à la guerre civile, l'accord de Taëf est adopté le 22 octobre 1989. Rejeté par Aoun, qui se maintient au pouvoir, il ne l'empêche pas d'engager en janvier 1990 la « guerre d'élimination » contre les miliciens des Forces libanaises de Geagea. Ce conflit fratricide se solde par neuf cents morts, trois mille blessés et une nouvelle vague d'émigration parmi les chrétiens.

En octobre 1990, dans le contexte de la guerre du Golfe et pour s'assurer l'appui de Damas contre le régime de Saddam Hussein, les États-Unis autorisent la Syrie à évincer le général Aoun et à imposer sa tutelle sur le Liban. S'ensuivent quinze ans d'occupation syrienne — des années de plomb durant lesquelles les Libanais n'avaient le choix qu'entre rester au pays en se compromettant avec Damas, ou l'abandonner pour s'exiler.

Opposé au renouvellement du mandat d'Émile Lahoud, vassal de la Syrie, le sunnite Rafic Hariri est assassiné le 14 février 2005 dans un attentat à Beyrouth, dont la responsabilité est imputée par l'opposition libanaise au régime syrien. Un mois plus tard, le 14 mars, se déclenche ce que l'on appellera la « Révolution du Cèdre » : plus d'un million de Libanais manifestent dans les rues de Beyrouth contre l'occupation syrienne. Sous la pression populaire et les injonctions conjuguées de la France et des États-Unis, les derniers soldats syriens quittent le Liban le 26 avril 2005 — marquant le début d'une série d'attentats ciblant des personnalités hostiles à la Syrie.